

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/50-ans-de-guerre-civile-en-Colombie>

50 ans de guerre civile en Colombie

- Les Cousins - Colombie -

Date de mise en ligne : mercredi 5 avril 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par [Le Monde Diplomatique](#).

En Colombie, l'assassinat en 1948 d'Eliecer Gaitan, leader libéral qui a tenté de mobiliser les classes populaires contre l'oligarchie, marque le début d'une guerre civile - la Violencia - qui fera 300 000 morts. Face à la violence conservatrice, des guérillas libérales et communistes font leur apparition. Tandis que les groupes armés libéraux déposent les armes, le Parti communiste colombien préconise une politique d'autodéfense de masses. Des zones d'autodéfense paysannes - dont la mythique « République indépendante de Marquatalia » - se développent, durement réprimées par l'armée qu'assistent les Etats-Unis. S'appuyant sur les rescapés de ces premières guérillas, le Xe Congrès du PCC propose de restructurer un appareil armé révolutionnaire en formant en 1964 les FARC (forces armées révolutionnaires de Colombie).

Sous l'impulsion de Jacobo Arenas et surtout Manuel Marulanda (Tirofijo), celles-ci s'implantent dans huit provinces du pays. En 1966, le mouvement est rebaptisé Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple (FARC-EP). Depuis les années 80, une partie de leur financement provient d'un impôt prélevé sur la coca, auquel s'ajoutera une politique d'enlèvements contre rançon (dite « retenue à la source »). Présents dans plus de 40 % des communes colombiennes, les combattants des FARC-EP (estimés entre 18 000 et 20 000 hommes) opèrent sur soixante fronts d'au minimum cent combattants chacun. Inspirée par l'exemple de la révolution cubaine, l'armée de libération nationale (ELN) commence pour sa part à opérer en 1965. C'est dans ses rangs que meurt au combat, en février 1966, le prêtre guérillero Camilo Torres. Son destin prend valeur de symbole pour tous les chrétiens « engagés » du continent. Jusqu'en 1999, l'ELN sera dirigée par un prêtre espagnol, Manuel Pérez. L'ELN trouve le gros de son financement dans « l'impôt de guerre » auquel elle assujettit les compagnies pétrolières. Elle pratique également l'enlèvement contre rançon. Ses effectifs sont estimés à 5000 combattants. En 1967, et avec le conflit sino-soviétique, a surgi l'Armée populaire de libération (EPL), maoïste, branche armée du groupusculaire Parti communiste marxiste-léniniste. Actuellement, elle regroupe quelques centaines d'hommes. A ces guérillas s'est ajouté le M19, créé en 1970 pour protester contre la fraude électorale qui prive alors le général populiste Gustavo Rojas Pinilla de sa victoire à l'élection présidentielle. Issu de la bourgeoisie urbaine, loin des idéologies marxistes léninistes, le mouvement se fait connaître en février 1980 par la prise de l'ambassade dominicaine, où sont gardés en otage de nombreux diplomates. Il va par la suite progressivement se radicaliser. Les paramilitaires sont nés à la fin des années 60, dans le cadre d'une politique recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale. Bras armé des narcotrafiquants à partir de 1985, supplétifs de l'armée pour mener la « guerre sale » contre les bases sociales de la guérilla (lire le rapport de Human Rights Watch, février 2000), regroupés depuis avril 1997 au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ils tentent aujourd'hui d'habiller leur stratégie contre-insurrectionnelle d'un discours politique, de façon à paraître autonomes de l'armée et des pouvoirs d'Etat.

Un cessez-le-feu de courte durée

En 1982, le président conservateur Belisario Betancur prend une initiative sans précédent pour « faire la paix » ; en décembre 1983, le M-19 et les FARC constituent un front commun pour négocier. Un accord de cessez-le-feu est signé et entre en vigueur en 1984. Le pouvoir s'engage à lancer une série de réformes politiques, économiques et sociales. Il établit un délai d'un an pour permettre au mouvement armé de s'organiser politiquement.

En novembre 1985, les FARC-EP lancent un nouveau et large mouvement, l'Union patriotique (UP), lequel participe avec succès aux élections de 1986 : 350 conseillers municipaux, 23 députés et 6 sénateurs sont élus au Congrès. Une vague d'assassinats sans précédent fauche 4 000 dirigeants, cadres et militants de l'UP (et du Parti communiste).

Le M-19 cesse les hostilités en 1989 et se constitue en parti : l'Alliance démocratique. Il sera suivi par le parti révolutionnaire des travailleurs en 1991. En revanche, les négociations avec les FARC, l'ELN et les groupes

dissidents de l'EPL n'aboutissent pas. Elles aboutissent d'autant moins que la guerre est relancée par le président libéral César Gaviria (1990-1994).

Par la suite, les mouvements d'opposition armée refusent de négocier avec le gouvernement libéral d'Ernesto Samper (1994-1998) : accusé d'avoir financé sa campagne avec de l'argent provenant du trafic de drogue, il a perdu, à leurs yeux, toute légitimité.

Sur fond de misère paysanne, la guérilla lance en septembre 1996 une violente offensive pour soutenir les petits producteurs de coca du sud, tout en réclamant une réforme agraire n'a fait qu'accélérer leur expansion géographique et légitimer la guérilla.

Dès son arrivée au pouvoir en 1998, le président Pastrana décidait de négocier avec la guérilla la plus puissante, les FARC-EP, et rencontrait personnellement leur chef, Manuel Marulanda. Malgré les virulentes critiques du ministre de la défense, des généraux et des Etats-Unis, le président reconnaît implicitement que les révolutionnaires ont pris les armes pour une cause juste, prévoit des mécanismes de dialogue et démilitarise cinq municipios (San Vicente del Caguán, La Macarena, Vista Hermosa, Mesetas et Uribe), une zone de 42 000 kilomètres carrés (grande comme la Suisse ou El Salvador).

Le 24 avril 2000, le président Pastrana a annoncé l'établissement d'une autre enclave « sans présence militaire », dans le sud Bolivar, afin d'entamer un dialogue avec l'Armée de libération nationale (ELN). Cette éventualité se heurte à l'opposition d'une partie des populations de la région, sur lesquelles les paramilitaires exercent une forte pression. Les espoirs nés de la reprise des négociations risquent fort de mourir avec la mise en oeuvre du « Plan Colombie ».

En vertu de ce plan, Washington a accordé, à la mi-juin 2000, une aide de 934 millions de dollars au gouvernement Pastrana, somme essentiellement destinée à la contre-insurrection. Une logique de guerre froide qui rappelle l'Amérique centrale du début des années 80 et à laquelle les guérillas répondent déjà par de très violentes opérations militaires.